



# Académie des sciences d'outre-mer

## Les recensions de l'Académie <sup>1</sup>

***Le pouvoir et la foi : questions d'islam en Europe et au Moyen-Orient / Bernard Lewis***  
**éd. O. Jacob, 2011**  
**cote : 57.930**

Bernard Lewis est âgé de 95 ans. Est-il donc nécessaire de présenter cet orientaliste célèbre et sa longue carrière ? Peut-être, car il a son franc-parler, ce qui ne lui a pas fait que des amis. Notre homme a tout pour déplaire aux Arabes. Il est juif d'origine. Né à Londres, il possède une double nationalité, israélienne et américaine (il est professeur émérite de Princeton). L'islam qu'il a approché le plus directement est turc, ce qui l'a amené à prendre sur le tragique exode des Arméniens lors de la Première Guerre mondiale une position qui a beaucoup déplu en France. Tout cela est vite dit et on verra à la lecture de ce livre que l'auteur parle en historien et ne saurait être soupçonné de quelque parti pris. L'ouvrage est un regroupement de textes, articles ou conférences, écrits entre 1987 et 2009, d'où résultent quelques regrettables répétitions. Le titre résume bien l'intention : il s'agit de l'exercice du pouvoir en islam et de la compatibilité de cette foi avec notre credo politique, la démocratie. Il faut prêter attention à ce qu'il nous en dit. Il estime en effet que l'heure est grave, pour nous sans doute, pour les musulmans plus encore.

La question qui fâche est abordée d'emblée, Dieu et César. La séparation (chrétienne) des pouvoirs n'a en islam aucun sens : tout y est religieux et, « *s'il est possible de séparer deux choses, il est impossible d'en séparer une seule* ». Dieu est le législateur unique et l'exécutif terrestre est à ses ordres. Celui-ci n'étant pas infailible, s'il s'écarte du droit chemin – la charia –, il devient illégitime et le devoir de désobéissance s'impose à ses sujets. Mais, dans un système sans parlement véritable ni institution ecclésiastique, qui va juger de l'orthodoxie du prince ? Tout un chacun, ce qui est un fameux ferment révolutionnaire. Reste que la caution divine assurée à l'islam juste et à ses œuvres a d'énormes conséquences, et bien confortables. Ainsi l'humanité est-elle simplement partagée en deux portions inconciliables, croyants et mécréants, et la guerre des premiers contre les seconds est de règle.

À l'appui de cette doctrine du djihad, Lewis cite Oussama ben Laden, auquel il ne ménage pas ses compliments : « *très éduqué, parfaitement lucide (...) très honnête dans sa façon d'expliquer les choses* ». Il est vrai que le chef d'Al Qaïda, dans sa déclaration de guerre « *aux Juifs et aux Croisés* », en février 1998, a clairement dévoilé ses intentions. Pour lui, comme pour les islamistes ordinaires, l'ennemi est double : à l'intérieur, les apostats, soit les mauvais musulmans et ceux d'entre eux qui sont au pouvoir, à l'extérieur les incroyants, soit nous autres. On connaît la suite.





## Académie des sciences d'outre-mer

Si comparaison n'est pas raison, elle n'en est pas loin. Aussi Bernard Lewis compare-t-il les trois monothéistes. Conséquence du dualisme chrétien, christianisme est religion, chrétienté civilisation. Conséquence de son monolithisme, l'islam est les deux à la fois. Le judaïsme fait bande à part, n'ayant jamais – jusqu'à la création de l'Israël moderne –, exercé le moindre pouvoir sur un territoire où il aurait pu construire une civilisation qui lui soit propre. Comparaison toujours, l'auteur observe que si les orientalistes ont tôt proliféré chez nous, les « occidentalistes » n'existent pas en pays d'islam. Cette incuriosité pouvait se comprendre, les musulmans étant sûrs de leur vérité et sans cesse guerroyant contre l'Occident. Pourtant la défaite définitive de l'Islam, devant Vienne en 1683, n'a pas changé la donne et Bernard Lewis relate la stupéfaction ressentie, jusqu'à une époque récente, par les rares voyageurs musulmans qui se risquaient chez nous. Ainsi, en 1799 encore, de cet Azéri égaré à Londres et découvrant un peuple qui se fabrique ses propres lois. C'est cet égocentrisme qui a fait dire à Tocqueville, dans sa Démocratie en Amérique, que l'islam ne régnerait jamais sur le monde et que seul le christianisme pouvait prétendre à l'universalisme. Bien entendu, c'est au chapitre des femmes que le désaccord est le plus évident. Chez le musulman observant nos mœurs, et aujourd'hui plus que jamais, ce n'est plus de stupéfaction qu'il faut parler, mais de dégoût.

L'époque moderne va ébranler cette confiance en soi stérilisante. L'auteur souligne à juste titre la première brèche dans le rempart islamique que fut la campagne de Bonaparte en Égypte, irruption d'autant mieux supportée que les envahisseurs ne se disaient pas chrétiens, mais bons républicains. Les connaisseurs prendront ici l'émérite en défaut tant, aux yeux d'un musulman, le chrétien, quelque mauvais qu'il soit, l'est tout de même moins que l'athée, païen véritable. Quoi qu'il en soit, c'est bien au XIX<sup>e</sup> siècle que l'islam prend vraiment acte de son déclin et les choses ne vont pas s'arranger. L'impérialisme occidental, démembrant l'Empire ottoman à la fin de la Grande Guerre et assurant la tutelle des nouveaux États, a pu un temps servir d'exutoire à la rancœur. La disparition de la domination des infidèles ne laisse plus d'échappatoire. La stagnation des nations arabes libres est un scandale bien pire, que Lewis chiffre précisément. En 1999, le PIB de l'ensemble des pays arabes est inférieur à celui de l'Espagne. Durant la décennie 90, les exportations de ces mêmes pays, pétrole compris, n'ont crû que de 1,5 % tandis que le commerce mondial augmentait de 6 points. De 1980 à 2000, 367 brevets ont été enregistrés pour le même ensemble, 16 328 pour la Corée du Sud et 7 652 pour... Israël. Cruel !

Plus d'excuse, donc, à cette triste situation. Alors, pourquoi et que faire ? Les scandalisés se divisent, selon l'auteur, en deux écoles. L'une est fondamentaliste, terme que Lewis n'aime pas, mais qu'il préfère à « islamiste ». Les fondamentalistes veulent revenir au bon vieux temps des débuts de l'islam et les plus engagés d'entre eux sont disposés à mener le djihad à la façon de Ben Laden. L'autre école est « démocrate » et prône un aggiornamento dont ses tenants ne mesurent peut-être pas l'importance. L'islam est-il soluble dans la démocratie, telle est la question, à laquelle l'auteur répond, un peu légèrement à notre goût.

Certes, il note que la liberté à l'occidentale est, en arabe, un concept nouveau qui a du mal à supplanter sa signification originelle, statut personnel du maître, opposé à l'esclave. La liberté dévalorisée, seule la justice (*'adl*) a droit de cité en islam. L'auteur, objectif, critique aussi notre culte de la démocratie et notre horreur de l'inverse, qualifié paresseusement de



## *Académie des sciences d'outre-mer*

dictature : les seules vraies dictatures arabes sont celles de Saddam Hussein en Irak et du clan El Asad en Syrie. Saddam Hussein disparu, il fonde de grands espoirs sur l'évolution de l'Irak après 2003, sorte d'héritage bénéfique de George W. Bush. À partir de ce modèle, il juge non impossible un retournement drastique. Le Printemps arabe met cet optimisme à l'épreuve, épreuve de vérité. L'islam, répète-t-il, est au pied du mur et il suggère, non sans contradiction, que, si l'islam n'évolue pas, sa confrontation avec l'ex-chrétienté peut tourner à notre confusion : les musulmans « *ont la ferveur et la conviction qui font défaut aux Occidentaux* » et pourraient « *retrouver la place qui est la leur à l'avant-garde de la civilisation* ». Bizarre, bizarre ! Voilà en tout cas qui remet à sa place le procès en islamophobie que certains font à Bernard Lewis.

**Claude Le Borgne**